



**ACHAT DE PRESTATIONS DE SERVICES FORESTIERS  
EN FORET COMMUNALE DE ASPIN AURE**

**DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE CONFIEE  
A L'OFFICE NATIONAL DES FORETS**

**MARCHE n° 2025-8790-004 - LOTS n° 1 et 2**

**MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE**

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

**Objet de la consultation**

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de services sylvicoles :

Lot n° 1 :

- Nettoyage de l'emprise d'une clôture à gibier sur 450 m de longueur et 5 m de largeur (2 m sur le tronçon en bordure de piste).
- Fourniture et mise en place d'une clôture contre le cerf avec grillage Ursus de 2m de hauteur. Longueur estimée de la clôture : 450 m environ. Surface à protéger : 1,20 ha.

Lot n°2 :

- Mise en place de 1600 plants en godets.  
Plantation à 1330 plants/ha : 3 m entre les lignes et 2,50 m sur la ligne.  
Surface de 1,20 ha à planter

**Pouvoir adjudicateur :**

**Pouvoir adjudicateur : OFFICE NATIONAL DES FORÊTS (ONF)**

Direction territoriale de Midi Méditerranée

Agence territoriale Pyrénées Gascogne

Adresse : **Centre Kennedy - rue Jean-Loup Chrétien – 65013 Tarbes Cedex**

Représentée par M. MEUNIER Jean-Lou, Directeur de l'Agence Territoriale Pyrénées Gascogne

**Personne signataire du marché**

Personne signataire du marché : M. MEUNIER Jean-Lou, Directeur de l'Agence Territoriale Pyrénées Gascogne

## **1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

### **1.1. Pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction territoriale Midi Méditerranée, Agence Territoriale Pyrénées Gascogne, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 013 05 dont le siège est à Tarbes.

### **1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi du marché**

La personne signataire du marché est :

M. MEUNIER Jean Lou, par délégation du Directeur Territorial,  
Agence Territoriale Pyrénées Gascogne  
Centre Kennedy – rue Jean-Loup Chrétien - BP 1312  
65013 Tarbes Cedex 9

### **1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)**

Mme LEPETIT Catherine, agent comptable secondaire,  
505 rue de la Croix Verte – Parc Euromédecine – CS 74208 - 34 094 Montpellier  
Tel : 04 67 04 66 92 – [catherine.lepetit@onf.fr](mailto:catherine.lepetit@onf.fr)

### **1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus**

Les personnes habilitées à donner des renseignements d'ordre juridique ou administratif ou technique sont :

Mme Estelle FIGONI – Tel : 06 19 65 19 43 et mel : [estelle.figoni@onf.fr](mailto:estelle.figoni@onf.fr)  
M. Ludovic CHABAUD – Tel : 06 16 17 78 36 et mel : [ludovic.chabaud@onf.fr](mailto:ludovic.chabaud@onf.fr)  
M. Philippe PUCHEU – Tel : 07 78 26 12 30 et mel : [philippe.pucheu@onf.fr](mailto:philippe.pucheu@onf.fr)

### **1.5. Comptable assignataire des paiements**

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire au siège de la direction territoriale.

Mme LEPETIT Catherine, agent comptable secondaire,  
505 rue de la Croix Verte – Parc Euromédecine – CS 74208 - 34 094 Montpellier  
Tel : 04 67 04 66 92 – [catherine.lepetit@onf.fr](mailto:catherine.lepetit@onf.fr)

## **2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES**

### **2.1. Objet du marché**

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de services sylvicoles :

Lot n° 1 :

- Nettoyage de l'emprise d'une clôture à gibier sur 450 m de longueur et 5 m de largeur (2 m sur le tronçon en bordure de piste).
- Fourniture et mise en place d'une clôture contre le cerf avec grillage Ursus de 2m de hauteur. Longueur estimée de la clôture : 450 m environ. Surface à protéger : 1,20 ha.

Lot n°2 :

- Mise en place de 1600 plants en godets.  
Plantation à 1330 plants/ha : 3 m entre les lignes et 2,50 m sur la ligne.  
Surface de 1,20 ha à planter

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)

## **2.2. Procédure**

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique.

## **2.3. Classification CPV**

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

77200000-2	Services sylvicoles.
------------	----------------------

# **3 CARACTERISTIQUES DU MARCHE PONCTUEL**

## **3.1. Forme du marché**

Il s'agit d'un marché ponctuel simple à prix unitaire avec décomposition quantitative et estimative (DQE) pour les lots n°1 et n°2.

### **3.1.1. Décomposition en lots**

Le marché est composé de deux lots :

Lot n° 1 :

- Nettoyage de l'emprise d'une clôture à gibier sur 450 m de longueur et 5 m de largeur (2 m sur le tronçon en bordure de piste).
- Fourniture et mise en place d'une clôture contre le cerf avec grillage Ursus de 2m de hauteur. Longueur estimée de la clôture : 450 m environ. Surface à protéger : 1,20 ha.

Lot n°2 :

- Mise en place de 1600 plants en godets.  
Plantation à 1330 plants/ha : 3 m entre les lignes et 2,50 m sur la ligne.  
Surface de 1,20 ha à planter

### **3.1.2. Modalités d'attribution du marché**

Chaque candidat peut répondre à un ou deux lots et pourra être attributaire de deux lots.

## **3.2. Prestations similaires**

En cas de besoin, le pouvoir adjudicateur pourra passer un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

## **3.3. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

Une variante est possible pour le lot 2, prévue dans le BPU/DQE.

A noter qu'aucune variante avec préparation mécanique du terrain avant plantation ne sera acceptée.

# **4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE**

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement (AE), le Devis Quantitatif Estimatif (DQE) valant Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et le mémoire technique (MT) au présent marché ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives du maître d'ouvrage, fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- le Cahier National des Prescriptions des Travaux et Services Forestiers (CNPTSF) ;
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

## **5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ**

### **5.1. État indicatif du (des) chantier(s) - commande prévue**

Le présent marché constitue la commande émise par le donneur d'ordre pouvoir adjudicateur.

### **5.2. Modalités de réception des prestations**

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues par le code de la commande publique.

## **6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT**

### **6.1. Unité monétaire**

L'unité monétaire du marché est l'euro.

### **6.2. Forme et contenu des prix**

#### **6.2.1. Nature des prix**

Le présent marché est traité à prix unitaire ou forfaitaire.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités commandées, le prix unitaire figurant au Devis Quantitatif Estimatif (DQE) valant Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

#### **6.2.2. Contenu des prix**

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

### **6.3. Indemnisation**

La diminution ou l'augmentation du montant contractuel du marché, quel qu'en soit le montant, ne donne droit à aucune indemnité pour le titulaire.

### **6.4. Variation dans les prix**

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

### **6.5. Modalités essentielles de paiement**

#### **6.5.1. Avance**

Aucune avance ne sera accordée au titulaire du marché.

#### **6.5.2. Acomptes**

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. Le solde du marché sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre du marché, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

### **6.5.3. Facturation**

Les demandes de paiement seront envoyées au maître d'ouvrage de façon dématérialisée.

**Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C1 - Identification et engagement du candidat » de l'acte d'engagement.**

### **6.5.4. Transmission des factures**

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

### **6.5.5. Paiement des sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire du marché joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

### **6.5.6. Délai global de paiement**

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable du maître d'ouvrage par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013. Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

### 6.5.7. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

## 7 PENALITES

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

### 7.1. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes. Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, le maître d'ouvrage pourrait les recouvrer par toutes voies de droit. Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

### 7.2. Retard imputable au maître d'ouvrage ou son représentant

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable au maître d'ouvrage ou son représentant, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

## 8 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués. Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

## 9 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

### 9.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

### **9.2. Travail clandestin**

Le Titulaire doit remettre au maître d'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

### **9.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes**

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

### **9.4. Pièces et attestations à fournir**

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents demandés devront être déposés sur la plateforme ACTRADIS après ouverture d'un compte au nom de l'entreprise candidate, et directement sur le site à l'adresse : [www.actradis.fr](http://www.actradis.fr). Cette ouverture de compte est gratuite à condition d'en faire la demande auprès de l'Office National des Forêts. L'Office National des Forêts vérifiera la complétude du dépôt par le candidat retenu sur ACTRADIS avant d'attribuer le marché.

Fait à Tarbes le 12 août 2025

Pour le Directeur d'Agence  
Le chef du service forêt



Philippe PUCHEU